

Football/Après l'éviction du coach Camacho/Entretien avec le ministre d'Etat, chargé de Sports

Alain-Claude Bilie-By-Nze : " Ne pas être au Cameroun serait une catastrophe "

Propos recueillis par MIKOLO MIKOLO
Libreville/Gabon

l'union. Après l'éviction du sélectionneur national espagnol José Antonio Camacho, peut-on connaître l'option que le département des Sports et la Fédération gabonaise de football (Fégafoot) envisagent dans l'immédiat pour gérer la prochaine double confrontation entre le Gabon et le Soudan du Sud ?

• **Alain-Claude Bilie-By-Nze :** De notre point de vue Camacho ne représentait pas l'ensemble des problèmes du football gabonais. Les soucis sont nombreux, les problèmes sont profonds et durent depuis plusieurs années. La réalité aujourd'hui c'est que nous avons une équipe nationale qui, je le rappelle comme toutes les autres équipes nationales, est une responsabilité de l'Etat à travers le ministère des Sports. Et l'Etat gère les équipes nationales par le biais des fédérations sportives. S'agissant de l'équipe nationale de football, les Panthères du Gabon, c'est avec la Fégafoot que nous gérons cette équipe. Les problèmes sont nombreux. Il y a bien sûr le problème que nous venons de résoudre s'agissant de l'entraîneur. Mais il y a toujours le problème de l'encadrement technique, le problème de l'accompagnement des joueurs et de leur suivi, le problème global du football gabonais. Raison pour laquelle j'ai prévu deux réunions la semaine prochaine avec la Fédération gabonaise de football et la Ligue nationale de football professionnel (Linafp). Là, nous avons déjà dit que ne pas être qualifié pour la coupe d'Afrique des nations (Can) 2019 au Cameroun serait une catastrophe. L'option serait de tout faire pour se qualifier parce que nous sommes dos au mur. Il faut gagner tous nos prochains matches pour être à l'abri et espérer être, ou premier au cas où le Burundi va enchaîner les faux pas, ou alors être deuxième meilleur pour espérer séjourner au Cameroun. On n'a pas d'autres choix, il faut se battre pour se qualifier. Les options, sur la table, sont nombreuses. Notre choix est de rechercher quelqu'un qui connaît non seulement le football, mais aussi le sport roi gabonais. Un technicien suffisamment capé pour avoir une forme d'ascendance sur le groupe afin que celui-ci ne se disperse pas comme c'est souvent le cas malheureusement.

Que pensez-vous d'un collège d'entraîneurs locaux à la tête des Panthères, évoqué par d'aucuns ?

A ce stade nous n'avons pas d'option fermée. Nous entendons effectivement ceux qui proposent un collège d'entraîneurs locaux, nous entendons l'opinion à travers la presse, les réseaux sociaux, etc. Nous discutons aussi avec les collaborateurs, la Fégafoot... Toutes les options sont sur la table. Si le collège d'entraîneurs locaux évoqué peut donner la garantie d'être qualifié, d'aller le plus loin possible, nous n'avons aucun à priori. Je dis encore qu'à ce stade aucune option n'est fermée. Nous avons quelques éléments sous la manche. Nous nous donnons encore le week-end pour préciser notre pensée sur le sujet et, au plus tard mardi, vous serez informés.

Si ce sont des techniciens locaux qui sont retenus pour gérer les prochains matches des Panthères, pensez-vous qu'ils auront les mêmes conditions de travail que les expatriés ?

S'agissant des conditions de travail, il faut



Photo : F. M. MOMBO

Le ministre d'état, ministre en charge des sports, Alain-Claude Bilie-By-Nze : "La valse ne s'arrête pas qui au cas Camacho".

relever que lors du regroupement des Panthères contre le Burundi et la Zambie, le ministère et le gouvernement, en général, ont tout fait pour mettre notre Onze national dans de bonnes conditions de travail. Nous souhaitons que cette manière de procéder se poursuive. Ça veut dire qu'en amont nous avons le calendrier de regroupement de notre Onze national, nous avons la possibilité de convoquer en amont les uns et les autres et faire en sorte que les joueurs travaillent dans la sérénité et avec l'ensemble de la direction technique. Si ce sont des entraîneurs locaux qui sont retenus, nous remplirons les mêmes conditions. Il s'agit pour nous d'aller le plus loin possible et de faire en sorte que les résultats soient au rendez-vous. Il faut penser à ce public gabonais qui se déplace, qui vient soutenir en poussant son équipe jusqu'au bout. Mais on voit aussi le dépit naissant chez ce même public qu'il faut résoudre... Oui, si c'est un collège d'entraîneurs locaux qui est retenu, on mettra les mêmes conditions pour que notre équipe nationale aille le plus loin possible.

Camacho limogé, qu'allez-vous faire des techniciens, notamment locaux, qui l'accompagnaient dans sa mission ?

C'est le bilan de tout le staff. Si on veut être objectif, ce bilan concerne les responsables du ministère, ceux de la Fégafoot ainsi que le staff technique qui accompagne les Panthères. La défaillance est généralisée. Nous l'avons déjà dit lors du dernier séminaire sur le sport, qu'il y a une carence généralisée dans le management des Panthères du Gabon. Si Camacho n'a pas atteint les objectifs, c'est avec l'ensemble du staff. Mais attention, nous

sommes engagés dans quelques semaines à affronter le Soudan du Sud. Nous ne pouvons pas remercier tout le monde. On va essayer d'aller au cas par cas. Mais je vous garantis une chose, la valse ne s'arrête pas au cas Camacho.

Tous les regards des footballeurs gabonais sont tournés vers le ministère des Sports qui, selon eux, détient la solution devant faire débiter le National-Foot 1 au mois d'octobre prochain. Qu'en dites-vous ?

La Linafp nous a soumis un calendrier. Elle a proposé la reprise au mois d'octobre 2018. J'ai indiqué au président de la Ligue nationale de football professionnel, que je recevrais lundi prochain, que pour que le ministère détermine une date et accepte le calendrier, il faut remplir un certain nombre de conditions. Notamment les réformes. Est-ce que le bilan des cinq dernières années au cours desquelles l'Etat a mis beaucoup d'argent pour ce championnat, est positif ? Il faut aussi garantir un financement sécurisé suffisant pour éviter les arrêts intempestifs. Enfin, il faut également s'asseoir avec les présidents des clubs pour que chacun joue le jeu. L'Etat ne peut pas être le seul à financer le championnat. Si nous voulons que demain, les entreprises viennent nous aider à financer le football et les autres sports, il va bien falloir que l'Etat qui finance ait un droit de regard sur la gestion de ce qu'il met à la disposition de la Linafp et de ses partenaires. Le constat fait est que de nombreux clubs ont reçu la subvention de l'Etat, et plusieurs équipes n'ont pas payé les joueurs. On ne peut pas continuer sur ce mauvais chemin. Nous devons reprendre le championnat. Une des difficultés de l'équipe nationale c'est

précisément le manque de compétitions et d'entraînement des internationaux locaux qui ne sont pas à la hauteur. Il faut un championnat suffisamment crédible et qui aille jusqu'au bout pour permettre au sélectionneur national de choisir les joueurs les plus en forme. Il faudrait que les Gabonais comprennent que nous avons une équipe qui a un vrai potentiel... Ce qui entraîne la question de la relance de l'OGSSU, de la formation, de la reprise du championnat et surtout la question de la responsabilité de la Fégafoot vis-à-vis du ministère. Lequel doit être plus présent pour donner l'orientation et la fédération qui doit peser, avec la Linafp, pour que nous ayons non seulement un meilleur championnat mais aussi une meilleure équipe nationale.

Quel message peut lancer le chef du département des Sports à l'endroit de ses compatriotes gabonais afin qu'ils ne se lassent pas de leur équipe nationale ?

Je voudrais déjà remercier le public d'être venu nombreux pendant les deux derniers matches internationaux. Et c'est important de constater que ce public est attaché à son équipe nationale malgré les contre-performances. Le ministère des Sports et le gouvernement travaillent pour que nous soyons plus performants. Notre objectif est d'aller le plus loin possible. Le Cameroun est pour nous un objectif que nous espérons atteindre. Mais si jamais, je touche du bois, nous n'arrivons pas à l'atteindre, nous allons continuer le travail de fond. Parce qu'il faut effectivement un travail de fond sur la durée pour que le sport gabonais sorte de l'ornière. Nous préconisons donc un certain nombre de réformes et nous proposons au gouvernement un certain nombre de changements.